

## Métropole | Sécurité : les maires de la rive droite tirent la sonnette d'alarme



**Que ce soit à Bassens, Cenon, Floirac ou Lormont, les quatre maires du Grand Projet des Villes rive droite sont formels : la situation s'est brusquement dégradée du point de vue des incivilités et de la délinquance. L'attractivité de la Métropole a permis plusieurs avancées pour la rive droite, à commencer par les grands projets de renouvellement urbain, mais les quatre maires sont inquiets de la situation sur leurs territoires respectifs et craignent une aggravation de la situation si l'État ne les soutient pas.**

Le Grand Projet des Villes rive droite (GPV) travaille depuis sa mise en place en 2001 au changement de l'image de la rive droite. Que ce soit sous l'angle immobilier, économique ou social, les villes de Bassens, Cenon, Lormont ou Floirac ont été transformées, au travers de l'arrivée du tramway sur la rive droite, le lancement de grands projets de renouvellement urbain, la création de zones franches pour attirer les entreprises ou encore l'action sociale, qui comprend par exemple la participation de Lormont au projet « cité éducative ».

Cette mobilisation de plusieurs décennies est aujourd'hui mise à mal si l'on en croit les maires des quatre communes. « L'attractivité récente de notre Métropole, très positive, a été bousculée par plusieurs sujets de sécurité et de tranquillité », avance Alexandre Rubio, maire de Bassens. Selon lui, les difficultés s'accumulent : trafic de stupéfiants, occupation de halls d'immeuble ou plus récemment des tirs de feu d'artifices ou de mortier sur la voie publique et les transports en commun. Sur ce dernier volet, les élus du GPV ne comprennent pas qu'il soit aussi facile de se procurer des feux d'artifices ou des mortiers. « Nous avons fait le test tout à l'heure, vous allez sur une plateforme américaine, vous commandez et vous êtes livrés par semi-remorque, ce n'est pas normal », martèle Alexandre Rubio.

### « Nos services ne suffisent plus »

Si les maires du GPV saluent l'engagement de la police, ils se sentent abandonnés par l'État. « Nous appelons au retour d'une véritable police de proximité et à une amélioration de la judiciarisation de ces faits de délinquance pour instaurer un climat », ajoute Alexandre Rubio. « Le lien de confiance entre la police et la population a besoin d'être renforcé, affine Jean Touzeau. De simples patrouilles ne suffisent plus, elles reportent le problème ». Le maire de Lormont « refuse » de voir quarante ans de politiques menées au cœur des quartiers de la rive droite

partir en fumée faute de moyens.

Dans les grandes lignes, les élus du GPV demandent à l'État de respecter ses engagements régaliens de maintien de l'ordre, mais aussi d'allouer plus de moyens aux mairies. « Jamais la tension n'a été aussi forte, affirme Jean-François Egron. Pour le maire de Cenon, cela menace le travail mené depuis des années par les services de médiation et de prévention des communes mais aussi des acteurs associatifs de quartier. Pour le maire de Floirac, la marge de manœuvre des mairies est mince. « Nous arrivons aux limites de notre champ d'action tandis que les dotations de l'État fondent, décrit Jean-Jacques Puyobrau. La police municipale ne suffit pas et il n'y a pas de police nationale à Lormont et Bassens »... Les élus se disent prêts à travailler en complémentarité avec les services de l'État, afin de préserver le plus possible leurs concitoyens.

Yoan Denéchau

*Crédit Photo : YD*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 20/01/2021*

*[Url de cet article](#)*